

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
186, boulevard de la Villette, Paris (19^e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Pour Berneri, Pour le droit d'asile

Le meeting que le Comité du Droit d'asile avait organisé vendredi dernier en faveur de Berneri a été couronné de succès. Certes, nous savions que notre voix serait entendue et que nombreux seraient les camarades, les travailleurs, les hommes de cœur qui répondraient à notre appel. Mais il nous faut bien l'avouer, nous ne nous étions pas attendu à voir accourir une foule aussi nombreuse. La salle des Sociétés Savantes était bien trop petite pour contenir tous ceux qui voulaient apporter leur solidarité protestataire à notre camarade Berneri.

C'est ainsi qu'à neuf heures, nous dûmes fermer les portes et refuser l'entrée à un nombre considérable de personnes.

Quinze cents auditeurs se pressaient littéralement dans la salle que dans les couloirs — et l'on sentait que tous ceux-là communiaient dans la même indignation face à l'abjection des politiques ligues contre notre malheureux mais courageux camarade.

Avec Berneri — mais aussi avec tous les autres proscrits, contre l'infâme police qui traque toutes les victimes des dictateurs, qui se fait la complice de toutes les tyrannies et de tous les crimes.

Tous les présents réclamaient que l'on accorderait enfin à Berneri le droit de pouvoir vivre en paix avec sa famille sur le territoire français, que cessât enfin la vie douloureuse de l'errant chassé de partout, que le droit d'asile pour les proscrits soit enfin un droit imprescriptible et que le gouvernement français ne fut le docile laquais, l'exécuteur de toutes les basses besognes des gouvernements de crime et de sang.

Ce nous est un encouragement précieux pour la lutte à mener. La bataille ne fait que commencer. Hier, à Paris, demain, dans tous les coins de la France, nous allons poursuivre vigoureusement notre campagne.

Nous n doutons pas que, comme à Paris vendredi dernier, nous trouverons toutes les bonnes volontés, tous les hommes de cœur à nos côtés pour cette œuvre de solidarité humaine.

Le Meeting

Notre camarade Lentente, qui préside, ouvre la séance en exposant les buts de la réunion. En quelques mots rapides, il explique la vie douloureuse que toutes les politiques d'Europe font subir à Berneri parce que celle est la volonté de Mussolini. Il faut que prenne fin la navrante odyssee de notre camarade — et c'est pour cela que nous faisons appel à tous ceux qui ne sont pas courbés sous le joug de la police et des puissances d'argent.

M^{me} Còrcos, avocat, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, prend ensuite la parole. Il se déclare ému de voir la foule répondre à cet appel. Depuis la guerre, dit-il, on avait trop l'habitude de voir le peuple se désintéresser des questions de solidarité humaine. C'est un réconfort de voir une salle aussi abondamment garnie.

« Ce sont les anarchistes qui ont organisé cette réunion; qu'ils me permettent de leur dire qu'ils apportent une pierre nouvelle à l'édifice juridique français.

« Toutes les nations, aujourd'hui, ont la prétention d'être à la tête de la civilisation. Cela nous rend un peu sceptiques sur la valeur de notre pays. »

L'orateur retrace ensuite la vie de Berneri. Professeur d'état, il aurait pu rester en dehors des luttes; il ne l'a pas voulu. C'est ainsi que, pendant la guerre, Berneri refusa le grade d'officier, parce qu'il accepterait un tel grade c'est, par cela même, l'acceptation de l'idée de guerre, de la mort.

Après quelques mots sur l'occupation des usines en Italie et sur la fausseté des rapports de police, M^{me} Còrcos conclut en disant qu'il faut persévérer sans relâche pour obtenir un statut légal des proscrits.

Savoie, de la C. G. T., vient ensuite apporter la solidarité complète de son organisation à Berneri.

« Un homme qui a une famille et qui sait quand même tenir tête à un régime a droit au respect des hommes. »

Il faut que l'on se montre moins crainfif envers le gouvernement. Depuis trop longtemps, la police régne en maîtresse et notre devoir est de lutter contre la tyrannie. Il faut enfin que cesse la manœuvre qui consiste à rejeter hors les frontières les militants qui luttent contre les tyrans de leur pays.

Nul ne doit plus, même s'il est né en d'autres contrées, être expulsé de France pour délit d'opinion. Il faut que la classe ouvrière s'unisse pour défendre le droit d'asile menacé.

Zyromski, de la Fédération socialiste de la Seine, constate que c'est au moment où s'accentue la tension diplomatique entre divers gouvernements que celui de la France

se livre aux capitulations les plus éhontées. Le devoir de tous les hommes de cœur est de s'unir pour faire cesser les actions infâmes.

Une affaire Berneri suffit à elle seule à déshonorer un régime. Mais il ne suffit pas d'organiser des manifestations oratoires. Nous n'arriverons à faire cesser l'injustice que lorsque le prolétariat prendra conscience de sa force révolutionnaire pour faire respecter le droit des individus.

Avant de donner la parole à un autre orateur, Lentente nous donne lecture d'une lettre de Berneri.

Voici le texte de cette missive :

Chers camarades et amis,

Je profite de ce que vous êtes réunis ce soir pour vous dire combien je suis touché de votre manifestation de solidarité et combien, aussi, j'ai été ému durant tous ces longs mois chaque fois qu'une parole s'est élevée en ma faveur.

J'espère que toutes ces manifestations aboutiront à me trouver un asile sûr et que je ne serai plus contraint de fuir loin des miens.

Mais j'espère aussi que vos protestations auront en outre pour résultat de permettre aux multiples et anonymes proscrits qui se trouvent dans mon cas une véritable hospitalité.

C. BERNERI.

Et c'est Hérod, de la Ligue des Droits de l'Homme, qui prend la parole.

Il nous rappelle l'affaire Hartmann. Hartmann était un terroriste russe qui était venu se réfugier en France à la suite d'un attentat qu'il avait commis en Russie.

A cette époque, le président du Conseil était un réactionnaire, de Freyinet. Lorsque le gouvernement russe réclama l'extradition d'Hartmann, le ministre répondit que jamais la France ne consentirait à livrer un réfugié, un proscrit politique.

L'homme de la N'Goko-Shanga n'a pas les mêmes scrupules de conscience. Il est prêt à se faire le serviteur de toutes les mauvaises causes. Il faut donc poursuivre la bataille jusqu'à l'obtention du droit d'asile pour tous les proscrits.

M^{me} Lazurick, défenseur de Berneri, fait, en termes émouvants, l'histoire de l'affaire. Il est allé défendre notre camarade à Briey. Là, il se trouva des juges assez indépendants qui acquittèrent Berneri et le relâchèrent en liberté. À Paris, le Parquet de la Seine l'avait laissé en liberté provisoire. Mais l'ambassade d'Italie veillait et c'est à la demande des envoyés de Mussolini que notre ami fut expulsé.

Nous ne relaterons pas une nouvelle fois ici cette lamentable histoire, nos lecteurs la connaissent à fond. Mais disons que M^{me} Lazurick l'exposa magistralement et qu'il termina son exposé par un vibrant réquisitoire contre la police à tout faire.

Victor Méric se fit ensuite le défenseur ardent et spirituel du Droit d'asile.

Il nous rappela quelques faits de l'époque du boulangisme. Il cita cette phrase de Zo d'Axa : « Les réfugiés, les expatriés, les proscrits politiques sont très bien à Londres, dit-on. Mais il y a toute une police qui étend ses réseaux et ses intrigues autour d'eux. »

« Cependant, ajoute Méric, malgré cette police politique, à aucun moment le droit d'asile fut en cause. »

Il nous relate aussi le cas de ce Mussolini qui, militant révolutionnaire, fut obligé de solliciter l'hospitalité de la Suisse. Hospitalité dont il bénéficia largement.

Il nous entretient encore de cet « exil » récent à qui une main complaisante ouvrit les portes de la Santé. Léon Daudet connut en Belgique une vie dorée, passant son existence entre les discours, les fêtes et les banquets.

« Nous devons, dit-il en terminant, non seulement lutter pour le droit d'asile — mais encore combattre énergiquement une forme de société qui est, à quelque chose près, partout la même. »

Enfin c'est notre ami Sébastien Faure qui occupe la tribune.

Avec l'éloquence que chacun connaît, notre camarade émeut profondément l'assistance en faisant une puissante évocation de la solidarité anarchiste.

« Nous nous sommes levés souvent pour défendre des innocents, même quand ils n'étaient pas nos nôtres. Je me rappelle encore l'époque de bataille ardente durant laquelle, malgré les calomnies, nous soutenions le capitaine Dreyfus. Pourtant il était deux fois notre ennemi : d'abord parce qu'il était officier, et parce que bourgeois. Nous l'avons cependant défendu également parce qu'il était victime de la camoufler de l'Etat-Major. »

« Aujourd'hui, nous défendons encore plus évidemment Berneri, parce qu'il est des nôtres, parce qu'il fait partie de notre grande famille anarchiste — et parce que lorsqu'un anarchiste est frappé, ce sont tous les anarchistes qui se sentent frappés. »

« Il faut que tous les hommes de cœur nous aident à libérer Berneri des mains policières; il faut que tous nous secouent dans la lutte contre l'arbitraire dont sont victimes Pons et Blanco, il faut que tous

EMPÈCHONS CE CRIME

TARDIEU VEUT LIVRER PONS ET BLANCO A L'ESPAGNE

Au dernier moment, nous recevons du camarade secrétaire du comité Pons et Blanco, à Montpellier, une dépêche nous informant que le gouvernement français a accordé à l'Espagne l'extradition de Pons et Blanco.

Cependant, avant que nos deux camarades soient livrés à l'Espagne, il faut accentuer la campagne et, par nos protestations, empêcher que le crime s'accomplisse.

Pons et Blanco, syndicalistes révolutionnaires, ne peuvent être livrés à l'Espagne royaliste qui, en ce moment, brime même de simples républicains.

Il faut les sauver !

Venez tous au MEETING le Mercredi 22 Octobre, à 20 heures 30 au Théâtre de Belleville, 46, rue de Belleville

Métro : Belleville. — Tramways : 5 et 26. — Autobus : N — BN — BF.

LE COMITÉ DU DROIT D'ASILE

AUX ORDRES DE MUSSOLINI

Malgré les preuves de l'innocence apportées au cours de l'audience, le tribunal a condamné Berneri à six mois de prison. Nous croyons savoir que notre camarade va faire appel de ce jugement.

La lutte continue. Tous à l'œuvre pour sauver Berneri et le droit d'asile en péril !

(Nous donnerons dans le prochain numéro le compte rendu détaillé de l'audience.)

se dressent vénérablement pour exiger le droit d'asile pour tous les proscrits politiques.

« Le meeting de ce soir n'est que le pré-lude d'une vaste agitation que nous allons entreprendre. D'abord pour le respect du droit d'asile, ensuite pour l'obtention de nos libertés, de toutes nos libertés. »

Et c'est sur ces paroles de idée, après que notre ami Lentente eut remercié les orateurs de leur concours précieux, qu'il termina un meeting qui nous donne de grands espoirs pour les luttes futures.

LE VENDREDI 17 OCTOBRE 1930, à 20 h. 30

dans la grande salle de la

Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles

Métro : « Combat » et « Lancy »

Sébastien FAURE

traitera publiquement et contradictoirement ce sujet :

“ LA FOI SE MEURT ”

Ce n'est pas seulement la Foi religieuse qui se meurt, mais encore toutes les croyances erronées qui, dans le passé, ont engendré et, de nos jours encore, tentent à perpétuer l'asservissement politique, économique et moral de la multitude ignorante, crétine et lâche :

Est-ce un bien ? — Est-ce un mal ?

Tel est le vaste et grave problème — plus que jamais d'actualité — que dévoile notre ami Sébastien Faure.

Sébastien FAURE

Nous faisons appel aux contradicteurs : défenseurs de la Religion, de la Patrie, de la Propriété, de l'Etat, etc.

Les Groupes organisateurs.

Participation aux frais : trois francs.

NOTA. — Tous les bénéfices de cette conférence seront attribués à « L'Encyclopédie Anarchiste », ouvrage en cours de publication.

ABONNEMENTS AU " LIBERTAIRE "

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois ... 11 fr.	Six mois ... 15 fr.
Trois mois ... 5.50	Trois mois ... 7.50

Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

AUTOUR DU « PACIFISME »

Deux manifestes

Les dirigeants du parti socialiste avaient prudemment éliminé des discussions de leur dernier congrès la « scabreuse » question de la défense nationale, qui eût pu susciter de scandaleuses divergences propres à diminuer la partie dans l'estime des patriotes, et à rendre plus difficile l'accès de ses arrivistes au poste électoral et autres pouvoirs publics.

Les radicaux et radicaux-socialistes ont pu eux, sans crainte, examiner la question à leur congrès de Grenoble, ainsi que celles relatives à ce qu'il est convenu d'appeler politique internationale.

Une fois de plus ils ont montré le genre de crédit que l'on pouvait accorder à des « pacifistes » de leur acabit.

Une fois de plus les formules bouffonnes de l'herétisme ont triomphé sans la moindre difficulté.

Une fois de plus a été applaudie la formule rituelle : Arbitrage, sécurité, désarmement. Qui n'a que l'inconvénient de présenter quelques contradictions et absurdités. Car d'une part il s'agit d'imposer l'arbitrage et d'assurer la sécurité au moyen de forces armées, et d'autre part le désarmement relatif, avec l'emploi de plus en plus grand de militaires professionnels spécialement propres à toutes les obéissances, n'apportera aucune garantie particulière de paix. Aussi, les pacifistes de cette nuance estiment-ils nécessaire de proclamer qu'ils sont prêts à faire cette guerre « qu'ils auront tout fait pour éviter ».

Vu les circonstances et l'émotion patriotique des badouds à la suite des dernières élections allemandes, le congrès a tenu à préciser des sentiments que personne ne mettait en doute et même à faire de la surenchère.

Et c'est ainsi qu'il est venu à proclamer qu'il

« Affirme son dévouement sans réserve aux intérêts de la défense nationale, mais demande que cette sécurité nationale soit assurée par l'application des enseignements de la guerre en conformité avec l'évolution constante de la science et non par le retour à des méthodes périlleuses ». Charmant et prometteur.

Plus sympathique apparaît le manifeste reproduit à titre de document par la Volonté du 12 octobre, et émanant d'un comité international « pour la paix », et que nous ne pouvons que saluer tout en signalant les insuffisances.

PIERRE ESLIENS.

QUE CHACUN FASSE CE QU'IL PEUT

par Sébastien FAURE

moi-même et que je me suis ingénier à la résoudre.

Je dois avouer, à ma honte, qu'après avoir envisagé divers projets, j'ai dû y renoncer pour deux raisons : 1^o Parce que, pour les mettre à exécution, il faudrait des ressources et des effectifs que nous ne possédons pas et qu'il me semble présentement impossible de nous procurer ; 2^o Parce qu'il y a des gestes qu'on peut accomplir en pleine jeunesse ou à l'âge mur et auxquels on est tenu de renoncer, lorsque, depuis longtemps, on a franchi le seuil de la vieillesse.

Il m'a toujours répugné de dire ou d'écrire : « Faisons ceci, faisons cela », sans que je sois résolu à le faire moi aussi et, dans ce cas, je disais quand j'écrivais : « Faisons ceci, faisons cela. »

Je me suis toujours interdit d'encourager ou de pousser quelque camarade que ce soit à dire, à écrire ou à faire ce que je n'étais pas décidé à dire, à écrire ou à faire moi aussi.

C'est pourquoi j'abandonne aujourd'hui ma formule : « Qu'allons-nous faire ? » et je lui substitue cette question : que chacun de nous peut se poser et résoudre à sa façon : « Que vais-je faire ? »

Et, pour ma part, voici ce que j'ai décidé :

a) Faire, à Paris, du 17 octobre à fin novembre prochain, une série de conférences ;

b) Partir dans la première quinzaine de décembre pour la province et suivre l'itinéraire suivant : Lyon, Saint-Etienne, Marseille, Toulon, Nice, La Ciotat, La Seyne, Sète, Arles, Nîmes, Alès, Montpellier, Béziers, Narbonne, Perpignan, Toulouse, Agen, Bordeaux, Bayonne, Limoges, Clermont-Ferrand, Thiers, Orléans, soit : quelques milliers de kilomètres et une soixantaine de conférences.

La diversité des sujets que j'exposerai (selon les localités et les circonstances) me fournira l'occasion d'exposer l'Idée anarchiste dans ses multiples aspects, c'est-à-dire dans ses rapports avec l'Etat, la Propriété, la Religion, la Nation, la Famille et la Morale.

Les bénéfices de cette série de conférences seront attribués à l'Encyclopédie anarchiste. J'espère qu'ils seront importants et assez élevés pour que je puisse en distraire une partie en faveur de nos œuvres de propagande et de solidarité, tout en réservant à l'E. A. une somme qui me permettra d'en assurer l'achèvement sans avoir constamment à me soucier de la question d'argent.

Ma série de conférences à Paris et en province me conduira probablement à avril-mai 1931 et l'acheverai de l'E. A. à fin 1931 et même un peu plus loin. Admettons que j'en aie pour dix-huit mois.

Hypothèque l'avenir de la sorte, c'est peut-être imprudent et même téméraire. Mais ne faut-il pas se tracer, par avance, un programme d'activité ? Et ne vaut-il pas mieux faire des projets et prendre des résolutions, dût-on ne pas les exécuter totalement que de ne rien entreprendre ?

Toujours est-il que, à cette question : « Que vais-je faire ? », c'est ainsi que je me suis répondu.

Qui chaque compagnon en fasse autant. Qu'il s'interroge longuement ; qu'il se demande ce qu'il va faire pour répandre le plus et le mieux possible, dans toute la mesure de ses forces, les convictions qui l'animent. Que pas un ne se dérobe au besoin qu'il ressent et à la nécessité que les circonstances lui imposent de militier aussi activement qu'il le pourra. Que, dans son centre de travail, dans son entourage, dans un rayon aussi étendu qu'il lui sera possible d'agir, il se dépense avec toute la ferveur dont il est capable ; et de cette activité individuelle poussée au maximum sortira un travail d'ensemble qui conduira notre mouvement à des résultats sans précédent.

SEBASTIEN FAURE.

Au secours de Francesco Ghezzi UN PRISONNIER DU GUÉPÉOU

TEL EST LE TITRE DE LA BROCHURE ÉDITÉE PAR LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE F. GHEZZI. DANS CETTE BROCHURE, LE COMITÉ DÉNONCE LES ACCISSEMENTS DU GUÉPÉOU À L'ÉGARD DU MILITANT ANARCHISTE EMPRISONNÉ EN RUSSIE.

En vente au Libertaire, 186, boulevard de la Villette, Paris (19). PRIX : 1 fr. 50 ; FRANCO : 1 fr. 70

Fous furieux

Dans les environs de Rome, il y a eu dernièrement de grandes manœuvres de chemises noires, en présence de Mussolini, qui a harangué ainsi les brutes qui l'écoutaient :

Soyez fiers de votre chemise noire, surtout lorsqu'elle s'accompagne du gris-vert glorieux du fantassin qui brisa l'ennemi à Vittorio Veneto.

Aimez le mousqueton, adorez la mitrailleuse et dans cette gamme de sentiments n'oubliez pas le poignard. Le jour viendra où je vous ordonnerai de le dégainer pour la puissance de la révolution.

La canaille persiste à appeler révolution la plus odieuse des réactions. Les chemises noires lui répondent en entonnant la chanson :

Le poignard, le poignard que nous portons est d'acier, est d'acier trempé.

L'Allemand, l'Allemand l'a éprouvé.

Et le journal officiel *Militia fascista*, auquel nous empruntons ce récit, termine par ces mots :

Messieurs d'outre-frontière, sans doute quelqu'un parmi vous veut éprouver notre poignard. Prenez-en note ; il l'éprouvera. Venez donc, à qui le tour ?

On fremit en songeant que de tels fous exercent un pouvoir absolu sur quarante-deux millions d'hommes ! Et il y en a pour nous proposer après celle-là de faire l'expérience d'une autre dictature !

Que se passe-t-il en Espagne ?

Les journaux nous annoncent que le successeur du sinistre Primo de Rivera emploie les mêmes procédés que son devancier. La dictature continue. Des arrestations nombreuses ont été opérées un peu partout, notamment à Madrid, Barcelone, Séville, etc. Tous ceux qui manifestent une opposition quelconque au régime actuel sont inquiets.

Parmi les arrestés, on signalé le cardinal Peslana ainsi que plusieurs rédacteurs du journal syndicaliste *Solidaridad Obrera*, qui sera suspendu.

On peut faire une idée du sort qui sera réservé à nos camarades Pons et Blanco, que le gouvernement Tardieu-Ciappe, foulant aux pieds tout sentiment de justice et de générosité, veut livrer aux fourreaux espagnols.

Nous espérons avoir, pour notre prochain numéro, des détails complémentaires sur ces faits qui en disent long sur la situation actuelle de l'Espagne.

APRÈS LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Commentaire fasciste

Que de fois n'avons-nous pas répliqué à ceux qui prétendaient ne voir dans le fascisme qu'un « phénomène italien », ne pouvant guère se reproduire ailleurs, qu'au contraire à moins d'un esprit de vigilance, de décision, d'audace aussi de la part des travailleurs, il était à craindre de le voir gagner l'an prochain l'autre des pays, et cela malgré le fait que tout le monde peut constater aujourd'hui que Mussolini, au lieu de sauver l'Italie, l'a ruinée financièrement et moralement. Avec le fascisme, il se produit ce que les anarchistes n'ont cessé de prévoir et contre quoi ils ont mis en vain les socialistes légalitaires en garde, à savoir que si jamais l'action légale du socialisme pouvait gêner ou inspirer des craintes à la bourgeoisie, celle-ci aurait recours à l'illégalité, au coup d'Etat ou au prononcement militaire, pour supprimer toute garantie constitutionnelle et faire retour à l'absolutisme.

Voici qu'en Allemagne le fascisme obtient un succès électoral autrement grand que celui qu'il n'a jamais pu obtenir en Italie, avant d'être au pouvoir et de supprimer en fait les oppositions. Les dernières élections sous le régime libéral, en mai 1921, bien que la violence fasciste fut largement exercée, n'avaient donné au fascisme qu'une trentaine d'élus. En Allemagne ils en ont trois fois plus.

Chacun sent fort bien que l'Allemagne aussi peut maintenant tomber sous une domination fasciste, d'autant plus que les travailleurs y sont divisés comme partout ailleurs. Mais comme il n'est plus possible, même pour les bourgeois, de se faire des illusions sur les bienfaits d'une dictature fasciste, nous apprenons que des milliards de billets et de valeurs ont été transférés des banques allemandes à l'étranger.

Mussolini, dans son *Foglio d'ordine* (Feuilles d'ordres), journal officiel rédigé en grande partie par lui, a commencé ainsi les élections allemandes.

Les générations du XX^e siècle se passent pour les deux seuls systèmes politiques nouveaux existants : le fascisme et le bolchevisme. L'alternative se présente à l'horizon avec un relief de plus en plus net et dramatique.

Les élections du 14 septembre qui se sont déroulées sous le signe de Hitler le confirmant, l'Allemagne va choisir et dans l'attente, elle a montré sa face tourmentée et fermée, son esprit profond et indomptable. Y a-t-il encore quelqu'un qui rêve de pouvoir l'anéantir ? Y a-t-il encore quelqu'un qui croit que le plan Young aura son échéance exactement en 1928 et que les traités dureront éternellement ?

L'impétueuse reprise nationale de l'Allemagne nous intéresse ; l'hypothèse avancée c'est et là d'une aventure communiste ne nous effraie aucunement ; l'Italie fasciste ne s'illusionne pas, ne fait pas de prévisions, mais se prépare.

Ce langage enveloppé, qui prétend dire beaucoup et ne dit en somme rien, si ce n'est des inexactitudes ou des « contre-vérités », mérite quelques commentaires,

Fascisme et bolchevisme n'ont comme partisans qu'une petite minorité même respectivement en Italie et en Russie. La grande majorité des humains ne s'en tient évidemment pas à cette alternative. En Allemagne aussi deux tiers des électeurs, sans compter les abstentionnistes, n'ont rien voulu savoir de la fameuse alternative.

Les deux soi-disant systèmes politiques n'ont rien de bien nouveau et représentent une tentative de retour à l'absolutisme destinée à échouer dans un temps plus ou moins long ; en attendant, fascisme et bolchevisme au lieu des miraculeux résultats escomptés, n'ont produit que d'épouvantables crises.

Personne n'a jamais songé à anéantir l'Allemagne, si ce n'est Mussolini lui-même, au moment de la polémique concernant le Tyrol. La cour qu'il fait aujourd'hui aux Allemands, après les avoir grossièrement injuriés, de même que l'argent versé aux banques de Hitler ne lui servent à rien.

Le poignard, le poignard que nous portons est d'acier, est d'acier trempé.

L'Allemand, l'Allemand l'a éprouvé.

Et le journal officiel *Militia fascista*, auquel nous empruntons ce récit, termine par ces mots :

Messieurs d'outre-frontière, sans doute quelqu'un parmi vous veut éprouver notre poignard. Prenez-en note ; il l'éprouvera. Venez donc, à qui le tour ?

On fremit en songeant que de tels fous

Critique des palliatifs bourgeois

A la place de l'égoïsme des classes employantes et de l'égoïsme de la concurrence, il paraît que nous aurons l'altruisme d'un système d'aide mutuelle. Or, jusqu'à quel point se manifeste maintenant cet altruisme dans la conduite des ouvriers entre eux ? Que disons-nous des règles limitant le nombre des ouvriers admis dans chaque métier, ou des règles qui empêchent que les classes inférieures d'ouvriers ne s'élèvent aux classes supérieures ? On n'aperçoit point, dans de telles réglementations, de trace de cet altruisme dont le socialisme doit être pénétré. Bien au contraire, on y voit chercher les intérêts privés avec tout autant d'aplomb qu'il y en a chez les commerçants. D'où il suit que, à moins d'une amélioration soudaine et presque miraculeuse de la nature humaine, nous devons conclure que la recherche des intérêts particuliers influencera les agissements de toutes les classes qui composent une société socialiste.

Le mépris passif des droits d'autrui s'accompagne d'un empêtrage actif sur ces mêmes droits. « Soyez des nôtres ou bien nous vous couperons les vivres », telle est la menace habituelle de chaque membre des corporations ouvrières à ceux qui travaillent en dehors d'elles au même métier. Tandis que leurs membres insistent sur leur propre liberté de combiner et de fixer les taux de leurs salaires, comme ils en ont parfois le droit, la liberté de ceux qui ne sont pas de leur avis n'est pas seulement née, mais l'affirmer devient un crime. Les individus qui soutiennent leurs droits à faire leurs propres contrats sont vilipendés comme des « escrocs » et des « traitres », et traînés avec une violence qui n'avait pas de bornes, sans la police et les peines légales. A côté de ce mépris des libertés des hommes de leur propre classe, il y a une arrogance de dictateurs envers la classe qui les emploie ; il ne leur suffit pas que l'on se conforme aux termes prescrits et aux arrangements du travail, mais nul, en dehors de ceux qui appartiennent à leur corporation, ne doit être employé ; même en quelques cas, il y aura grève, si le patron a des transactions avec des commerçants donnant du travail à des hommes n'appartenant pas à la corporation ouvrière. Donc, nous voyons ici, chez les corporations ouvrières, ou tout au moins chez les plus récentes, la résolution d'imposer leurs règlements sans égard pour les droits de ceux qui doivent les suivre. L'inversion des idées et des sentiments est telle que le maintien de ces droits est regardé comme un crime, et leur violation comme chose légitime.

A côté de cette humeur agressive dans une direction, il y a un esprit de soumission dans l'autre. La coercition des non-unionistes par les unionistes ne peut se comparer qu'à leur sujétion à leurs chefs. Pour vaincre dans la lutte, ils abandonnent leurs libertés individuelles, leur jugement individuel, et ne montrent aucun respect contre les dictateurs qui leur imposent des lois.

Nous voyons partout une subordination telle que des armées d'ouvriers quittent à l'unanimité leur travail, ou y retournent, sur l'ordre de leurs autorités. Ils ne résistent pas davantage quand on les presse de taxes pour indemniser les grévistes, dont ils peuvent ou non approuver les actes, mais, au contraire, ils maltraitent les membres récalcitrants de leur corporation qui se refusent à souscrire.

H. SPENCER.

Avez-vous pensé à aider le « Libertaire »

LA GUERRE INCONNUE

Le Crapouillot nous donne sous ce titre un numéro spécial dont la lecture est des plus édifiantes. C'est ainsi que l'on y relit avec dégoût tout le bourage de crâne des grands quotidiens pendant la guerre.

Il y a quelques citations qui méritent d'être lues, et je propose celle-ci pour le livre d'or des curés. Elle est de Mgr Baudrillart, reproduit par le *Petit Parisien* du 16 août 1914 :

« Je pense que ces événements sont fort heureux, il y a 40 ans que je les attends. La France se réfait et, selon moi, elle ne pouvait se refaire autrement que par la guerre qui purifie. »

On peut lire également dans ce livre de belles pages sur les fraternisations.

Mais pourquoi faut-il qu'un collaborateur officiel de cette revue, le super-patriote Paul Reboux, se soit donné la tâche de nous amuser dans ce livre d'une si profonde tristesse. Car si la phrase suivante n'a pas été écrite pour ironiser, elle relève de la plus crasseuse imbécillité. Voici la perle :

« Depuis un an et demi l'homme était au front sans avoir pu revenir au logis. Enfin il arriva en permission..., la figure réjouie, avec l'air héroïque des troupiers qui, comme on le sait, blessés ou valides, quand ils étaient à l'arrière, n'avaient que le désir de retourner vers le front. »

Enorme, n'est-ce pas ? Non, mais voyez-vous ces pauvres épaves abruties et n'aspirant qu'au repos, désirer repartir au front au plus tôt.

Monsieur Reboux prend ses rêves pour des réalités ou a-t-il des digestions laborieuses ?

R. MONCLIN.

MANIFESTE CONTRE LA CONSCRIPTION ET LA PRÉPARATION MILITAIRE DE LA JEUNESSE⁽¹⁾

On nous communique le manifeste suivant :

Tous les gouvernements reconnaissent aujourd'hui officiellement le droit des peuples à la paix. Par le Pacte de Paris, ils ont désavoué la guerre comme instrument de politique nationale.

Néanmoins, les préparatifs de guerre continuent partout. Il y a en particulier un contraste flagrant entre les déclarations des gouvernements en faveur de la paix et le fait qu'ils maintiennent et développent la préparation militaire de la jeunesse.

Cette préparation revêt deux formes. Dans plusieurs pays, elle est imposée par la loi ; ailleurs, bien que soi-disant volontaire, elle est en pratique imposée dans une large mesure par la contrainte économique ou morale. De plus, tous les gouvernements s'arrogent le droit souverain d'exiger de tous leurs citoyens, hommes ou femmes, le service de guerre.

Nous affirmons que le temps est venu où quiconque veut réellement la paix doit exiger l'abolition de la préparation militaire et dénier aux gouvernements le droit d'imposer la conscription. Par la conscription, en effet, l'individu est entièrement soumis aux autorités militaires : c'est une forme d'esclavage. Le fait que cet esclavage est généralement accepté prouve combien ses effets sont débilitants.

La préparation militaire, c'est l'exercice du corps et de l'esprit dans la technique du meurtre ; c'est l'éducation pour la guerre ; elle perpétue la mentalité belliqueuse de génération en génération ; elle empêche le développement de l'esprit de paix. Les adultes commettent un grand crime envers l'avenir lorsque dans les écoles ou les universités, dans les organisations officielles ou privées, souvent sous le prétexte d'instruction physique, ils instruisent la jeunesse dans la pratique de la guerre.

Les Traité de Paix ont imposé aux vaincus la suppression de l'instruction militaire de la jeunesse et l'abolition de la conscription. Que les peuples eux-mêmes prennent enfin dans le monde entier l'initiative de s'en purifier.

Si les gouvernements ne savent pas mesurer l'intensité de la révolte contre la guerre, que faut-il qu'ils attendent à la résistance de tous ceux pour qui le dévouement à l'humanité et l'obéissance à leur conscience constituent la loi la plus haute. Que les peuples de tous les pays réclament :

L'abolition de la préparation militaire !

L'abolition du service militaire !

L'éducation pour la Paix et pour l'Humanité !

On signé :

Le régime de sang que combattaient Pons et Blanco

Nous traduisons d' « Accion », journal anarchiste de Barcelone ce qui suit :

Des 385 victimes assassinées par le général Martinez Anido dans les cachots et dans la rue, sans qu'elles aient pu protesté ni tenter de fuir ; voici l'une d'elles échappée par miracle qui nous raconte son odyssee.

Quelle éloquence terrible que cette narration des supplices infligés aux victimes anonymes lâchement torturées puis assassinées pendant le séjour au gouvernement à Barcelone du tristement célèbre Martinez Anido.

J'ACCUSE
LE GENERAL MARTINEZ ANIDO
D'ETRE
UN CRIMINEL ET UN ASSASSIN

Les preuves : J'ai été arrêté le 29 juin, à la « Gravina », à Barcelone et conduit au commissariat du Sud ; une fois enfermé, j'ai été battu et insulté grossièrement mais cela ne devait être que les préliminaires des sévices que j'allais subir en attendant ma mort certaine. Un capitaine de gendarmes me livra à son bourreau ; celui-ci m'attaqua coude à coude et il commença à me gifler. Je suis resté ainsi de 11 heures du soir jusqu'à 2 heures du matin.

Après s'être rendu à mon domicile et, saché de n'avoir rien trouvé, le capitaine m'interrogea : « Dis-moi combien de patrons et de gendarmes tu as tués, et où sont tes copains si tu tiens à sauver ta peau ».

J'ai protesté, j'ignore ce qu'on veut de moi, et en aucune façon je n'étais disposé à faire connaître les domiciles des anarchistes amis.

« Alors, reprit le capitaine, conduisez-le près de la montagne de Montjuich et tuez-le comme un chien ».

Je fus emmené entre deux gendarmes, qui me dirent en chemin que je ferais mieux de parler ; ainsi, je leur éviterais cette corvée. Je n'ai cessé de protester de mon innocence, je n'ai tué personne, mais je ne veux pas non plus être un mouchard.

Lorsque nous arrivâmes à Montjuich, ils insistèrent encore sans résultat ; alors un des gendarmes se refusa à tirer sur moi en disant : « Qu'en envoie un autre, car je n'ai pas le courage de le faire ». Mais j'avais toujours cru que cela était une comédie. A mon retour au commissariat, le gendarme a été traité de « lâche et indiscipliné » car il s'était refusé à accomplir les ordres reçus ».

Il était cinq heures du matin quand je fus amené à la préfecture de police ; enfermé dans un cachot jusqu'au premier juillet, je subis pendant deux jours les brutalités des commissaires et des inspecteurs. Le premier juillet à 9 heures du matin je fus amené devant le général Martinez Anido, lequel était accompagné de son adjoint le général Arlegui. Ces deux monstres m'ont fait les mêmes propositions horribles faites par le capitaine des gendarmes, et Anido insista en disant : « Tu perds en t'enfermant dans ce mutisme, c'est dommage, car tu es trop jeune pour entreprendre le voyage qui t'attend ». Alors, s'adressant à un de ses sbires, il lui dit : « Enfermez-le encore, peut-être se décidera-t-il à causer, on verra après ».

Deux jours plus tard, à quatre heures de l'après-midi, j'ai reçu la visite d'un gendarme qui venait de la part du général « s'informer si je continuais à garder le silence ». Je répondis toujours la même chose, et alors l'ordre fatal fut prononcé : « Il sera transféré ce soir ».

A quatre heures du matin, le 4 juillet 1921 — je voudrais savoir écrire suffisamment pour pouvoir exprimer toutes les émotions vécues, mais cela n'est pas possible, il faut y passer — on ouvre la porte du cachot, un caporal des gendarmes me fait savoir que j'allais être « conduit » où... il le savait sans doute, car dans sa voix perçait une tendresse inhabituelle : « Viens avec moi ».

Je montais l'escalier jusqu'au bureau du commissaire, là, il y avait tous les ceux qui ont passé par là, le commissaire du même, et deux autres individus, dont on voyait bien qu'ils n'appartenaient pas à la police.

Cependant après un long entretien entre eux, un d'eux me dit : « On va te conduire au commissariat du sud, afin de voir si tu connais un certain Yncocino qui s'y trouve ».

On me fit sortir, mais le regard jeté sur moi par le sergent, me fit comprendre ce qui allait survenir.

Nous montâmes le « Paseo Cobou » entre les arbres ; pas une à une dans la rue, seulement, de cent en cent mètres, régulièrement, se trouvait quelqu'un qui semblait être posté.

En arrivant en face de la caserne de Atarazanas, un individu, bien habillé, s'approcha en disant : « Ordre du lieutenant ». Un de ceux qui m'accompagnaient sortit son revolver en lui disant d'une voix grave et impérieuse : « Pars ». La scène se répeta par deux fois jusqu'au moment où l'individu arrivé fut forcé de partir.

Alors un des individus me dit : « Si tu voulais parler, tu nous éviterais bien des ennuis, cela sera mieux pour toi, je te le dis ».

« Je n'ai pas l'étoffe d'un mouchard moi », répondis-je.

« Partons alors ». Quelques mètres plus loin, et en arrivant en face de la rue des tramways, Casa antunez Mediavilla, tel est son nom, me prit par la main gauche, pendant que l'autre, le « Rojo de Garcia » tira sur moi son premier coup de revolver. Une fois que je fus par terre, ils s'en donnèrent à cœur joie ; ils avaient l'ordre de ne pas me rater, car je reçus dix coups de revolver, et cela en face même du commissariat de Atarazanas.

Je sentis couler mon sang par les blessures, mais je n'ai pas bougé, crainte de les voir revenir. Comme je sentais que j'allais perdre connaissance, deux gendarmes — qui avaient été informés par les mêmes assassins sans doute — arrivaient pour constater qu'un humain était mort au coin de la rue.

Il m'appliquèrent une allumette sur les

lèvres, pour voir si j'étais bien mort, et moi, dans un dernier effort j'ai contenu mon souffle pour leur donner le change, car je risquais toujours que l'on en finisse avec moi.

Ils partirent chercher une ambulance, et alors j'ai voulu me lever, mais trop tard car je n'avais presque plus de sang ; je me roulaïs par terre comme un épileptique, j'ai voulu appeler les quelques curieux qui s'étaient réunis autour de moi, mais personne ne voulut m'aider... Telle était la lâcheté et la peur créés dans l'opinion publique à cette époque par l'assassin Martinez Anido !

En me trainant par terre dans un effort dououreux, j'ai pu marcher une dizaine de mètres et m'approcher des quelques curieux qui avaient peur de venir vers moi, alors les deux gendarmes sont arrivés. Quel étonnement pour eux de voir que je vivais encore ! Ils voulaient me traîner au même endroit où j'étais tombé en disant que le juge d'instruction allait arriver constater que « au coin de la rue... un homme a été trouvé mort ».

Je refuse de toutes mes forces, ne voulant pas m'écartier trop du public qui commençait déjà à réagir et à murmurer et à l'instant duquel ils furent forcés de m'emmenner au dispensaire de Pueblo Seco, où j'ai été étendu sur une table jusqu'à l'arrivée d'une charrette, qui me conduisit à l'« Hospital Clínico ».

La, on ne me fit pas grand chose pour me soigner : J'allais mourir le même jour », selon leur expression ; on se contenta de laver un peu mon sang qui coulait et l'on constata que j'avais été touché par dix balles de revolver.

Mon identité ne pouvait être établie faute de papiers que l'on avait gardés. Moi je ne pouvais parler, ayant la langue atteinte par trois blessures différentes, Anido le savait, c'était suffisant. Les médecins s'étaient rendu compte quelques jours après que je pouvais vivre, ont tenté l'impossible pour me sauver, mais un jour deux gendarmes revinrent avec deux prétdus agents secrets.

Ils voulaient en finir avec moi sans doute, car l'infirmier fut éloigné. Ne pouvant pas parler, j'ai crié ; un râle sortait de ma gorge déchirée ; l'infirmier vint et refusa de partir malgré les instances des deux.

Une fois guéri, je fus reconduit en prison à la disposition du juge d'instruction, qui, faute de preuves, en ne pouvant pas me complicité dans aucun attentat, fut forcé de me relâcher le 29 novembre 1921. Je garde, pour quand le moment sera venu, les preuves irréfutables de tout ce que j'avance. Donc Severiano Martinez Anido est un assassin ; je me tiens à la disposition de qui de droit pour confirmer et soutenir ce que je dis ».

V. NERA

Septembre 1930, Barcelone.

Voici donc sous quel régime furent condamnés Pons et Blanco. Nous ne donnons qu'un extrait de cette information qui vient d'être publiée par le journal Accion de Barcelone :

385 ouvriers anarchistes et syndicalistes furent tués pendant les deux années de séjour de Martinez Anido à Barcelone. Cela, d'après les statistiques officielles. Combien d'anonymes disparus ! Combien de crimes ignorés ! La préfecture de police de Barcelone avait à cette époque comme aujourd'hui des autocars cellulaires pour transférer les détenus. Martinez Anido aimait mieux les conduire à pied et à quatre heures du matin !

Lorsqu'il fut destitué du commandement tout le monde s'est rendu compte du rôle odieux, de la criminelle conduite de Martinez Anido. Ce ténébreux général est réprouvé par tous. C'est pourquoi il n'est pas devenu le chef du coup d'Etat qui fut favorable à l'imbécile de Primo. « Il avait trop de sang derrière lui », on le lui a fait comprendre et seulement l'amitié royale le sauva.

« Trop de sang ? » se dit-il sans doute, et bien on inventera un autre moyen.

Et l'époque des grandes condamnations recommença quand il devint sous la direction ministre de l'Intérieur.

Un ministère où toute la police est à ses ordres et pas de parlement qui contrôle ! Cela est suffisant lorsque l'on s'appelle Martinez Anido, pour commettre les pires atrocités, les moyens ne manquent pas.

Complices, attentats imaginaires, toute une procédure arbitraire, rien ne manqua pour que, sans trop tarder, partirent pour le bagne des centaines de camarades.

Escarín, 67 ans de bagne ; I. Domingo, 54 ans ; E. García, 83 ans ; Espinosa, 54 ans ; Guillot, 30 ans ; Clément, 30 ans. Shun, 48 ans, et combien... et combien.

A la dictature de Primo, Berenguer succéda et il donna, parait-il des amnisties, mais à qui ?

Pas un de nos camarades n'a été amnistié ! Pas un !

Et si Pons et Blanco sont rendus à l'Espagne (1), ils devront subir la condamnation imposée par un régime arbitraire — duquel ils ont été victimes comme tant d'autres — car il n'y a pas de possibilité de réviser leur procès et leur extradition équivaudra à les envoyer au bagne purement et simplement. La France ne peut pas s'abaisser à ce point, elle ne peut se solidariser avec des méthodes réprobées par toutes les consciences honnêtes, qui sont indignes d'un peuple civilisé. Nous irons où, nous irons en Espagne, répondre des accusations jetées sur nous quand les tribunaux donneront la garantie d'une procédure légale où la vérité éclatera de la condamnation des bourreaux d'aujourd'hui.

Mais en attendant, que la protestation des anarchistes et que l'action internationale du prolétariat empêche l'extradition de Pons et Blanco, victimes d'une machination odieuse et sanguinaire.

LEPETIT

(1) Ceci était écrit avant que nous apprenions l'extradition de nos camarades.

Un témoignage

Nous reproduisons ci-dessous, pris dans « Solidaridad Obrera », de Valence, un passage du livre du général espagnol Lopez Ochoa : « De la Dictadura à la République ».

L'accusation portée par ce général contre Martinez Anido, ministre de l'Intérieur pendant la Dictature, représente un témoignage d'une valeur incontestable en faveur des nombreuses victimes du bourgeois espagnol.

Je me souviens d'un propos tenu par Martinez Anido, lors d'un banquet donné à l'occasion des manœuvres des chasseurs de la garnison de Barcelone. C'était en 1922.

« Comment je résous le problème syndicaliste ? me dit-il avec la plus grande tranquillité. — C'est simple. — Quand je veux me défaire d'un individu, je n'ai qu'à demander des renseignements à son sujet. Cette seule demande est déjà un ordre.

— Quelques jours après, mon homme a disparu. »

Je demeurai atterré devant la tranquillité avec laquelle cet homme ordonnaient les assassinats les plus vils et les plus lâches, couvert par ses fonctions de Gouverneur civil et représentant d'un gouvernement constitutionnel.

Le général Martinez Anido et le chef de la police, le général Arlegui, pendant la durée de leur mandat, terrorisèrent Barcelone avec leurs bandes d'assassins, lesquelles avaient carte blanche de la part du gouverneur civil et de la police.

Elant assurées de l'impunité, ces bandes volaient et tuaient sans autre loi que leur caprice et celui de leurs maîtres. Elles comptent à leur actif plus de 400 assassinats d'ouvriers et d'intellectuels catalans, assassinats perpétrés de la manière la plus répugnante : les victimes, à leur sortie de prison étaient remises, par la police, aux mains des « pistoleros » ou bien, sous le prétexte mensonger d'une tentative de fuite, abattus lâchement, sans explications.

Les hommes de la vieille politique laissaient à Martinez Anido la pleine liberté de résoudre le problème syndicaliste, et ce qui aurait pu être résolu avec une bonne police, aux mains des « pistoleros » ou bien, sous le prétexte mensonger d'une tentative de fuite, abattus lâchement, sans explications.

Le général Martinez Anido, aujourd'hui ministre de l'Intérieur et qui fut durant deux ans le maître absolu de la Catalogne, ne trouva jamais d'autre solution à la lutte sociale que l'assassinat des ouvriers.

Ainsi donc, celui qui fut destitué par Sanchez Guerra parce que, la nuit même de sa destitution, il prétendait appliquer la loi de fuite à 300 syndicalistes ; celui qui fut s'enfuir lâchement de Barcelone, déguisé, dans un compartiment de troisième classe et aller se cacher dans une des îles de Vigo, afin d'échapper à la vengeance des parents et amis de ses victimes — cet homme-là, Martinez Anido, fut l'homme appelé par le Dictionnaire pour prendre le Ministère de l'Intérieur et résoudre le problème syndicaliste !

Une des choses dont se vante Primo de Rivera est d'avoir maintenu l'ordre social. Qu'a-t-il fait pour le maintenir ? Absolument rien.

Ceux qui, précisément, désiraient le plus l'ordre social c'étaient les ouvriers catalans, les syndicalistes.

Ceux qui ne le désiraient pas, c'étaient les gouvernements de Madrid, et, surtout, Martinez Anido.

L'unique chose qui intéressait le régime, c'était de supprimer les organisations

LA VOIX DE PROVINCE

Adresser ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libétaire », 186, boulevard de la Villette, Paris (19).

ALGER

Note de démission au S.R.I.

Camarade secrétaire de la section

Algéroise du S.R.I.

ALGER

Camarade,

Nous avons le regret de vous remettre par la présente notre démission collective de votre organisation.

Après les regrettables paroles prononcées au cours de la réunion tenue mercredi écoulé, au bar Alexis, il nous est impossible de continuer notre collaboration avec vous.

Nous nous ne voulons pas de maîtres omnipotents. Nous nous n'accepterons jamais de nous plier à la discipline. Nous n'admettons pas la tyrannie qu'elle soit rouge, blanche ou noire. Libres et fiers, nous disons avec Blanqui : « Ni Dieu ni maître ».

Par conséquent, nous ne pouvons nous accomoder de votre dignité. Nous avons adhéré au S.R.I. parce qu'il était dit dans les statuts qu'il avait pour but de défendre tous les opprimés, tous les emprisonnés qu'ils soient, Ghezzi est de ceux-là, comme tous nos frères anarchistes engagés en Russie, comme tous nos frères d'ouvriers et surveillants d'ignorants à qui, sansesse, on largement un beau fromage. Oui, mais ce fromage est pour les dirigeants de ces organisations qui depuis la guerre profitent de ce que les partisans ou appartenus en grand nombre aux Soviets ont jeté le trouble dans la classe des travailleurs, ont créé des casseurs sol-dant syndicaux et accaparent en partie les postes préfectoraux et des départements des Assurances sociales.

Triple buse ce peuple de travailleurs à qui, avec les Assurances sociales, on a fait cadeau du pain à 2 fr. 50 le kilo.

Triple buse ces ouvriers et surveillants d'ignorants à qui, sansesse, on largement le crâne ; et pourtant la leçon vaut l'humour.

Triple buse ces peuples qui ne comprennent pas que qui marchera dans cette combine qui continuera d'engraisser les mêmes médecins qui avaient oublié pendant la grande guerre leurs consciences à la maison ; les pharmaciens et les favoris des partis politiques qui profitent de ces postes à ne rien faire de 20.000 à 30.000 et 40.000 francs par an.

Triple buse : les anarchistes se crient : « Ouvre tes yeux, regarde bien en face la bave de chacals qui attendent ta charogne ; défends-toi, triple buse ! »

Reynaud.

SAINT-ETIENNE

Depuis quatre mois quelques copains ont décidé de donner une base financière plus solide au groupe.

Le versement mensuel d'une thune « ce qui n'est pas le Pérou », fut admis ; sur cette somme est prélevée une cotisation fixe pour l'U.A.C.R. et l'Entre-Aide.

Les résultats sont plutôt maigres, néanmoins, nous sommes persuadés que si les 40 lecteurs assidus du Lib prenaient la ferme résolution de nous aider au moins financièrement, nous aurions des possibilités de propagande toute autre que les présentes.

Oui, mais pour cela il faudrait cinq minutes de réflexion de la part de ceux

DANS LES SYNDICATS

C. G. T. S. R.

Distinguons, distinguons

Véritablement les gens qui dirigent tout le Ministère du Travail exagèrent, dans toute l'acceptation de ce terme.

Depuis des années, nous n'avons cessé de dénoncer la collusion qui existait entre le haut patronat et le gouvernement, au sujet de la main-d'œuvre étrangère.

A la suite de la campagne que nous continuerons à mener jusqu'à complète satisfaction et d'un récent article pour *toi-même*, une haute personnalité du « Travail » a cru bon d'envoyer une note officielle et toujours incomplète, concernant le sujet qui nous intéresse au plus haut point.

L'industrie du Bâtiment est certainement parmi les autres, celle qui se trouve la plus envahie et exploitée par les travailleurs de chair humaine.

C'est peut-être une des raisons qui motivent qu'une demi-douzaine de hauts fonctionnaires, Piequinard en tête, prédisent à l'affluence de main-d'œuvre étrangère.

Dans cette note qui ne rectifie rien, à ce que nous avons dit et que certains journaux de gauche ont insérée, il est fait évoquer les demandes individuelles de « spécialistes ».

C'est peut-être la raison qui a incité la Société de Constructions générales, à confier les travaux de ravalement de la *Maison de la Mutualité*, rue Monge, à un tâcheron portugais du nom de Machado.

C'est peut-être aussi de la même façon qu'a procédé la maison Chouard, pour son chantier de la Porte d'Asnières, tous étrangers.

C'est sans doute avec le même « processus » que la Maison Schouard-Haumont n'occupe sur ses chantiers du champ de tir de la firme Hotchkiss, à Saint-Denis, aucun Français.

Encore une fois, ce n'est pas la xénophobie qui nous guide, puisque sur ces chantiers la journée constante est de neuf heures et que les salaires harpés sont au-dessous des tarifs élaborés par les syndicats.

Alors, Messieurs du Ministère, distinguons, distinguons puisqu'il y a des chômeurs dans notre industrie.

Allons même plus loin, et demandons aux sous-verges de M. Laval, l'ancien plaidoir, qu'entendent-ils par spécialité « Empereurs de pavés » ?

Nous savons que cette catégorie de travailleurs est bien une invention du Ministère des Affaires étrangères.

Quoi qu'il en soit, nous constatons que pour faire entrave à toutes nos revendications, le gouvernement de Tardieu, Bagdad, Maisnon, N'Goko, etc., a tous soumis à nos exploiteurs; quant à nous, il nous resterait la ressource de crever de faim ou de faire appel aux « Salutistes », pour éviter cette souffrance parmi tant d'autres.

Nous ne demanderons rien à tous ces responsables de misère humaine, pas même un peu de bonne foi dans leurs décisions, quand la crise économique qui nous menace battra son plein, nous aurons la pudeur et l'énergie de défendre notre bouchée de pain.

Ces procédés d'intimidation qui consistent en lésinant sur les salaires tout en rallongeant la durée de la journée de travail, nous faire jeter les uns contre les autres des

travailleurs de pays différents, ces procédés n'ont qu'un but : l'esclavage.

En plein 20^e siècle, la société de tous les travailleurs devrait comprendre qu'ainsi, le capitalisme veut ou plutôt entend conserver ses avantages — pour ne pas dire sa suprématie.

De partout les travailleurs sans pain sont chassés comme du bétail, de leur pays d'origine, excitant de ce fait les individus à se hâter et se détester.

Nous voulons d'une Humanité meilleure et plus Égalitaire et dans notre industrie nous saurons réveiller l'esprit de combativité qui animait autrefois les jeunes.

Les gueux du Bâtiment doivent savoir distinguer les excitateurs chauvins et de guerre civile et ceux qui les soutiennent, exploiteurs et gouvernements, entre ceux qui veulent vivre et travailler.

Le syndicalisme doit pouvoir surmonter ces obstacles : il batailler et triomphera.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

AUX SOUSCRIPTEURS DU LIVRE « LES SYNDICATS OUVRIERS » ET LA REVOLUTION SOCIALE »

Le livre de notre camarade Pierre Besnard vient de paraître avec quelques jours de retard.

La C.G.T.S.R. et l'auteur s'excusent de ce retard qui est imputable à un accident survenu au cours du tirage.

Nous sommes en possession de deux cents exemplaires environ, le reste va nous être livré incessamment par l'imprimeur qui nous avons prié de faire diligence.

Que nos camarades souscripteurs nous fassent encore crédit de quelques jours. Ils recevront sous peu leur volume, au fur et à mesure des livraisons et des expéditions.

Ces dernières étant faites par nos soins, en dehors de nos heures de travail, ne pourront être complètement effectuées avant une dizaine de jours.

Les souscripteurs parisiens pourront retirer leurs volumes à partir du lundi 19 octobre 1930, à la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

La C.A. et l'auteur tiennent à remercier chaleureusement tous les camarades qui ont permis, en moins de 4 mois, de faire éditer cet ouvrage que tous les militants voudront posséder. Ils adressent les mêmes remerciements aux journaux qui ont aidé au lancement.

Nous rappelons que le prix du livre est de 15 francs, 16 francs francs pour la France et 17 francs pour l'étranger.

La C.A. de la C.G.T.S.R.

Pierre Besnard.

En vente au bureau du *Libertaire*, 186, boulevard de la Villette. — Chèque postal J. Girardin, 1191.98, Paris.

Syndicat de l'aménagement.

Le bureau syndicat a décidé d'organiser une assemblée générale extraordinaire pour la fin du mois d'octobre.

La date et le lieu seront publiés dans le prochain numéro du *Libertaire* ainsi que l'ordre du jour.

Tous les camarades fassent leur possible pour être présents à cette assemblée avec leur carte confédérale. Le Bureau.

Notre service de librairie

NOUVEAUTÉS

LA 10 CV. — Le roman de la machine, par Ilya Ehrenbourg	15 fr.
LA FELICITE DU PAUVRE. — Roman, par Jacques Sautarel	12 fr.
A TRAVERS LA JUNGLE POLITIQUE ET LITTERAIRE. — Souvenirs, récits, romans de notre temps, par Victor Mérié	15 fr.
LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA REVOLUTION SOCIALE, par Pierre Besnard, Edition C. G. T. S. R.	15 fr.
LES HOMMES DANS LA PRISON, par Victor Serge	15 fr.
SCENES DE LA VIE FUTURE, par Georges Duhamel	12 fr.
MA VIE. — Essai autobiographique, par Léon Trotsky, 3 volochage	16,50

LES BONS LIVRES

LA DOULEUR UNIVERSELLE. — Philosophie libertaire, par Sébastien Faure	15 fr.
PAROLES D'UN REVOLTE, par Pierre Kropotkin, avec préface d'Elisée Reclus	6 fr.
L'IMPOSTURE RELIGIEUSE, par Sébastien Faure	15 fr.
L'ETHIQUE, par Pierre Kropotkin, traduit du russe par M. Goldsmith	18 fr.
L'EVOLUTION, LA REVOLUTION ET L'IDEAL ANARCHISTE, par Elisée Reclus	15 fr.
AU CAFE. — Dialogues, par Errico Malatesta	3 fr.
LA CONQUETE DU PAIN, par Pierre Kropotkin	15 fr.
LES PLUS BELLES PAGES DE LAURENT TAILHADE. — Choisies et réunies par Mme Laurent Tailhade	20 fr.
AUTOUR D'UNE VIE. — Mémoires, par Pierre Kropotkin, 2 vol.	27 fr.
MARIANNE A LA CUREE. — Roman de mœurs politiques, par Fernand Kolney	10 fr.

POUR LA PROPAGANDE	
OE QUE VEULENT LES ANARCHISTES, par Thonar	0,50
REPOSE AUX PAROLES D'UNE CROYANTE, par Sébastien Faure	0,50
LES ANARCHISTES ET LE CAS DE CONSCIENCE	0,50
LE SALARIAT, par P. Kropotkin	0,50
AUX JEUNES GENS, par P. Kropotkin	0,50
MON OPINION SUR LA DICTATURE, par S. Faure	0,50
CENTRALISME ET FEDERALISME	0,50
COMME AU TEMPS DES TZARS	1,00
LES ANARCHISTES. — Qui nous sommes, ce que nous voulons	0,50
QU'EST-CE QUE L'ANARCHIE ? par Luigi Fabbri	0,50

Afin de permettre à tous nos camarades de province de faire connaître nos idées, « *Le Libertaire* » offre un lot de 100 brochures (10 titres différents) qu'ils pourront facilement écouler dans les réunions et meetings.

Les 100 brochures, francs, 35 francs.

Adresser les commandes à J. Girardin, Bureau du « *Libertaire* », 186, boulevard de la Villette, Paris (19^e). Chèque postal : J. Girardin 1191.98 Paris.

LA BONNE COLLECTION

Brochures sous couvertures fortes 10 x 0 fr. 50 Franco 0 fr. 60

1. Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

2. Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

3. Aux Jeunes Gens, par Pierre Kropotkin.

4. Entre Paysans, par Malatesta (dialogue).

5. Immoralité du Mariage, par René Chauchi.

6. La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkin.

7. Les Grimes de Dieu, par Sébastien Faure.

8. Qu'est-ce qu'un Anarchiste ? par E. Armand.

9. L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

10. L'Anarchie, par Elisée Reclus.

11. Supplément au voyage de Bougainville, par Diderot.

12. Une conscience pendant la guerre, par Han Ryner.

13. Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

14. L'A. B. C. du *Libertaire*, par Jules Lermiau.

15. L'Art et le Peuple, par Charles Hotz.

16. Mathus et l'Anarchisme, par C.-I. James.

17. Les Endormeurs, par Michel Bakounine.

18. L'Education de demain, par C.-A. Laisant.

19. Propos subversifs, par Raoul Odin.

20. La Peste religieuse, par Jean Most.

21. La Loi et l'Autorité, par Pierre Kropotkin.

22. Petit Manuel d'Epictète (choix de pensées).

23. Communisme et Anarchie, par Kropotkin.

24. A mon Frère, le Paysan, par Elisée Reclus.

25. Jésus-Christ n'a jamais existé, par E. Bossi.

26. La Cause Biologique et la Prévention de la guerre, par Manuel Devaldès.

27. Pourquoi nous sommes antimilitaristes, par E.-D. Morat.

28. La Rhétorique du Peuple, par Raoul Odin.

29. L'Evangile de l'Heure, par Paul Bérthelot.

30. Le Droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

31. Les Origines de la Vie, par F.-O. Ritz.

32. A Bas les Morts ! par Girault, suivi de Le Culte de la Charogne, par A. Libertad.

33. Les Capitalistes en guerre. De Brie à la Ruhr, par Rhillon.

34. Le Militarisme, par Domela Nieuwenhuis.

35. L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkin.

36. Pages d'histoire socialistes, par J. Tcherkesoff.

37. L'Action Anarchiste dans la Révolution, par Pierre Kropotkin.

LE LIBERTAIRE

38. Les Incendiaires, par Eugène Vermeesch.
39. L'Anarchie et l'Eglise, Elisée Reclus.
40. L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Pierre Kropotkin.
41. Diogène, précurseur anarchiste, par Louis Combes.
42. Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.
43. A bas les Chefs ! par J. Dejacques.
44. Parasitisme social, Les Morts glorieux, par Lux.
45. Les Trois complices, René Chauchi.
46. L'Instinct de Conservation, Vive la Vie ! par Lux.
47. Contre la Folie des Armes, par Grave, etc..
48. Socialisme et Syndicalisme, par Marc Pirot.
49. Déclarations en Cour d'Assises, par G. Etliavant.
50. Réponses aux paroles d'une Groyante, par S. Faure.
51. S. Faure : La fausse Rédemption.
52. — La Découverte de la Bourgeoisie.
53. — La Pourriture parlementaire.
54. — Leur Patrie.
55. — La Morale officielle... et l'autre.
56. — La Femme.
57. — L'Enfant.
58. — Les Familles nombreuses.
59. — Les Métiers haïssables.
60. — Les Forces de la Révolution.
61. — Le Chambardement.
62. — La véritable Rédemption.
63. Le Mariage, le Divorce et l'Union Libre, par Marestan.
64. Les Principes humanitaires et l'International des Intellectuels, par E. Religis.
65. Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26